

*Questions orales*

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Il était poli.

**Des voix:** Quand?

**M. Mulroney:** Au cours du repas.

Nous allons tendre la main aux néo-démocrates et leur demander leur aide pour attirer les capitaux dont nous avons besoin. Les néo-démocrates seront peut-être forcés d'être plus ouverts, afin de voir qui sont nos véritables amis et où nous pouvons obtenir les capitaux nous permettant de créer des emplois à Oshawa et ailleurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Broadbent:** De là l'existence du Pacte de l'automobile.

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est au député de York-Centre.

\* \* \*

### LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

#### L'EXAMEN DES OFFRES D'ACHAT

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'expansion industrielle régionale. Les réponses fournies jusqu'à maintenant par le ministre témoignent d'une certaine insouciance à l'égard des effets néfastes que peuvent avoir les investissements étrangers. Il a fait remarquer qu'il avait peut-être des acheteurs étrangers pour les sociétés aéronautiques Canadair et de Havilland. Le ministre va-t-il confirmer que la nouvelle agence d'examen des investissements que le gouvernement se propose de créer, aussi faible soit-elle, n'aura absolument pas la compétence d'examiner l'achat de ces deux sociétés appartenant à l'État?

● (1430)

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, le député n'est pas sans savoir que, en vertu certes de la Loi sur l'administration financière, une société de la Couronne ne peut être vendue qu'avec l'approbation du cabinet et aussi, dans la plupart des cas, de la Chambre. Il est donc absolument inutile qu'Investissements Canada exerce aussi un droit de regard en sus du cabinet et de la Chambre.

**M. Kaplan:** Monsieur le Président, les entreprises en question ne sont pas techniquement des sociétés de la Couronne. Ce sont des entreprises privées qui appartiennent à l'État fédéral et qui sont donc dans la même situation que des sociétés de la Couronne, sans toutefois être techniquement visées par cette disposition exigeant un examen.

#### ON DEMANDE QU'UN COMITÉ PARLEMENTAIRE EXAMINE LES OFFRES D'ACHAT

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Compte tenu de la déclaration du ministre et du fait qu'il semble peu se soucier des risques qui menacent les emplois et l'avenir de ces deux sociétés, conviendra-t-il qu'avant que tout marché soit passé pour la vente de ces deux sociétés, un comité parlementaire ait la possibilité d'examiner les offres d'achat et s'assure que les intérêts des Canadiens seront en fait sauvegardés?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je suis étonné que le député pose sa question dans ce contexte. Je lui donnerai l'assurance que le cabinet, par ordre du conseil, approuvera certainement pareille vente. Si dans les circonstances la Loi sur l'administration financière exige un examen par la Chambre, cela comprendra aussi un examen par un comité.

\* \* \*

### INVESTISSEMENT CANADA

#### LA SITUATION DES PETITES COMPAGNIES

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, le premier ministre parle du nouveau projet de loi C-15 et de ses avantages. En quoi le fait de permettre aux Américains de racheter les petites compagnies canadiennes valant moins de 5 millions de dollars, qui deviendront pour eux des proies faciles, contribuera-t-il à créer des emplois pour les Canadiens?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, si nous avons des problèmes, c'est à cause des messages négatifs et hostiles que le Canada a émis. Personne ne veut investir le moindre sou chez nous parce que les règles du jeu ont été modifiées. Ce qu'il faut . . .

**M. Deans:** C'est faux.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Je sais que c'est dur à accepter.

**M. Broadbent:** Ils investissent un milliard et demi à Oshawa, Brian.

**M. Mulroney:** Je sais que c'est dur à accepter.

**M. Deans:** C'est de la bouillie pour les chats.

**M. le Président:** A l'ordre! A l'ordre! Nous nous retrouvons à nouveau dans la même situation. Je demande aux députés de bien vouloir écouter les questions et les réponses avec la même attention.

**M. Blaikie:** Si nous obtenons des réponses, nous les écouterons.

**M. Mulroney:** Je répondrai au député que nous essayons de créer un climat de confiance et de faire comprendre aux investisseurs du monde entier que le Canada est un bon endroit où faire affaire et que les lois du pays seront respectées.

**M. Deans:** Cela a toujours été le cas.

**M. Mulroney:** Nous créerons le climat propice pour attirer les capitaux. Nous croyons, et sans doute le député partage-t-il ce point de vue, que nous avons besoin de beaucoup de capitaux pour la création d'emplois, étant donné que nous avons un million et demi de chômeurs. Nous devons obtenir ces capitaux du monde entier. Il faut pour cela prendre des mesures et instaurer des programmes propres à créer le climat de confiance qui incitera les investisseurs à investir chez nous. C'est exactement ce que nous faisons, car nous croyons que c'est le meilleur moyen de créer les centaines de milliers d'emplois que réclament les Canadiens.